

# FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)

## ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME<sup>1</sup> COMPTE RENDU TRIMESTRIEL

*de janvier a mars 2011*

<b>Organisation(s) des NU bénéficiaire(s):</b>	UNHCR, UNHABITAT, WFP, UNOPS	<b>Domaine Prioritaire:</b>	Support for local peacebuilding [Priority Area 4 / ISSSS Composante 4]		
<b>Autorité(s) nationale(s):</b>	Ministère de l'intérieur et de la sécurité, Ministère de l'administration territoriale, Ministère des travaux publics et des infrastructures, Ministère des affaires humanitaires				
<b>Numéro du Programme:</b>	PBF: PBF-COD-B.3 UNHCR: 00075966				
<b>Nom du Programme:</b>	Promotion du dialogue intercommunautaire et preparation des conditions pour le retour des déplacés et le rapatriement des réfugiés en toute sécurité et dignité				
<b>Budget Total:</b>	USD 4,864,687 (FCP: USD 2,650,000)				
<b>Montants engagés:</b>	USD 1,785,437	<b>Pourcentage du montant approuvé:</b>	67,37%		
<b>Montants déboursés:</b>	USD 864,563	<b>Pourcentage du montant approuvé:</b>	32,63%		
<b>Date d'approbation/Comité de Pilotage:</b>	14/07/2010				
<b>Durée du Programme:</b>	18 mois	<b>Date de clôture prévue:</b>	31/12/2011	<b>Retard éventuel (mois):</b>	

<b>Objectifs:</b>	<b>Réalisations/Résultats:</b>	<b>Pourcentage de réalisation:</b>
<b>Promotion de la cohabitation pacifique, prévention et résolution des conflits intercommunautaires au niveau local</b>	Processus de mise en place des CLPC en cours, termes de référence des CLPCs approuvés au niveau provincial, calendrier d'installation en cours d'élaboration par la coordination du STAREC.	15%
<b>Renforcement des capacités en matière de médiation des conflits fonciers et gestion foncière</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 2 Centres de Médiation foncières mis en place (Kwanja et Rutshuru);</li> <li>▪ 10 médiateurs fonciers mis en place</li> <li>▪ 8 animateurs fonciers recrutés;</li> <li>▪ 590 Conflits fonciers identifiés et documentés;</li> <li>▪ 178 Conflits fonciers résolus</li> <li>▪ 42302 bénéficiaires de la médiation foncière; 1975 droits fonciers sécurisés (parcelles)</li> </ul>	70%
	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 86 agents de l'administration foncière formés sur le cadre juridique et institutionnel du foncier;</li> <li>▪ 600 copies de modules de formation distribuées à l'administration foncière;</li> <li>▪ 25 magistrats et 23 avocats formés sur les</li> </ul>	80%

<sup>1</sup> Le terme "programme" est utilisé pour projets, programmes et programmes conjoints.

	<p>méthodes alternatives de résolution des conflits fonciers;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 45 députés et 13 assistants parlementaires formés sur les méthodes alternatives de résolution des conflits fonciers;</li> <li>▪ 180 chefs coutumiers formés sur le cadre juridique du foncier et les méthodes alternatives de résolution des conflits fonciers (Masisi, Béni, Rutshuru, Lubéro); Formation de 110 agents de l'administration territoriale sur les méthodes alternatives de résolution des conflits fonciers, Ituri, Sud Kivu, Nord Kivu (en collaboration avec MoNUSCO-CAS et le PNUD)</li> </ul>	
<p><b>Appui à la réintégration, l'abri, la relance communautaire et le renforcement de la cohésion sociale</b></p>	<p>Actuellement 445 maisons sur un total de 725 sont terminées. Le programme de Cash/Voucher a bien fonctionné et est apprécié. Un problème de terre est à l'origine du non achèvement du projet abris. Ce problème est en cours de résolution</p>	61%
<p><b>Amélioration de la coordination entre les intervenants des différentes coposantes du STAREC</b></p>	<p>Plateforme SIG/Données ;</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>a) Conception et développement de la plateforme commune qui permettrait à tous les intervenants de disposer de données et de cartes sur les projets et leur état d'avancement, ainsi que des données sur les zones potentielles de retour pour faciliter la planification des activités. Cette plateforme est actuellement en phase pré-test pour une meilleure coordination des résultats avec l'UAS et appuiera tout d'abord les interventions au Nord Kivu mais étendra ses activités aux Territoires concernés du Sud Kivu et de l'Ituri.</li> <li>b) Appui au renforcement des capacités de la cellule infrastructures en termes de collecte et de consolidation de l'information dans la zone STAREC (214 entités administratives) ; analyse des données sur les infrastructures de 4 groupements au Nord Kivu à travers la cartographie communautaire de façon à permettre au Gouvernement d'avoir une vision claire des états de ces infrastructures et des besoins à combler.</li> </ol> <p>Cartographie de 15 camps CCCM sur les 31 au Nord Kivu avec les inventaires des infrastructures</p> <p>Collecte, analyse et dissémination des données des PDIs dans les camps CCCM au Nord Kivu ; 22311 ménages ou 75265 individus enregistrés et mis à jour pour les 31 camps CCCM à la date du 15 Mars 2011</p> <p>Appui à la relocalisation des ménages vulnérables ; profilages de 229 ménages pygmées dont 51 ménages à Shasha et 178 ménages à Hewa Bora</p>	<p>10%</p> <p>2%</p> <p>48%</p>

		<p>100% (résultat évolutif dans le temps et par rapport a la situation)</p> <p>100% (résultat évolutif dans le temps et par rapport a la situation)</p>
--	--	---

#### Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats:

Les activités de médiation des conflits fonciers ont contribué au rapprochement et dialogue entre communautés. Elles ont aussi contribué à la restitution des terres pour des retournés et des déplacés. Il y a un net recul des règlements des conflits fonciers par la violence et par les cours et tribunaux grâce a la médiation foncière qui est plus accessible et plus expéditive dans une situation humanitaire.

Les centres de médiation foncière ont permis :

- un accès facile aux mécanismes de règlement des conflits ;
- une protection des droits des femmes a la terre ;
- une information sur les conditions de sécurisation foncière et d'accès a la terre ;
- une bonne implication des chefs coutumiers a la gestion des conflits fonciers ;
- une appropriation par l'administration territoriale du processus de règlement des conflits fonciers.

Les activités GIS de ce projet sont essentiellement des prestations de service se basant sur la disponibilité et les capacités/expériences de ses ressources existantes notamment humaines. Les résultats obtenus sont par ailleurs le fruit d'une collaboration née à travers les besoins et objectifs communs identifiés et mis en place conjointement par les principaux partenaires du programme.